

techniques avancées, comme celle des réacteurs nucléaires, du radar, de certains ordinateurs, des simulateurs de vol et des satellites de communication, les réussites canadiennes sont incontestables, considérables et tout à fait compétitives.

Pour être réaliste, la seule façon d'agir dans l'arène canado-américaine est de jouer le rôle mineur de second violon auprès des États-Unis pour les questions relatives à l'économie et à la sécurité, et, afin de sauvegarder les intérêts du Canada, d'encourager cette suprématie et d'y collaborer. Mais il faut malheureusement reconnaître que le Canada est prisonnier de la capacité de superdestruction (*overkill*) des superpuissances. En cette période peu glorieuse de l'histoire, quand la destruction totale de la planète n'appartient plus à la science-fiction, les Canadiens croient encore, fidèles à la tradition, que les relations spéciales du Canada avec les États-Unis lui vaudront l'oreille attentive de Washington sur les questions importantes. Or l'espoir d'être écouté convient à l'amour-propre mais non au réalisme politique.

### **Réévaluation de l'attitude des USA**

La position du président Reagan en matière de sécurité ne sera probablement guère influencée dans ses grandes lignes par le point de vue canadien. En effet, bien que le nouveau président ait en Richard Allen un observateur attentif de la politique extérieure et de la politique de défense du Canada, peu de ses déclarations jusqu'à maintenant indiquent de sa part une bonne compréhension ou même le souci des aspirations canadiennes à ce moment critique de l'histoire du Canada. Bref, il se peut qu'en matière de sécurité et de politique étrangère le Canada occupe une place aussi peu élevée au départ dans l'échelle des priorités du nouveau président qu'elle ne l'a été dans celle de la plupart de ses prédécesseurs. Mais le président Reagan s'est du moins engagé à réévaluer l'attitude des États-Unis envers le Mexique et le Canada; la déclaration qu'il a faite à New York le 13 novembre 1979 à propos de sa candidature constitue un engagement qui pourrait ouvrir la porte à une révision amicale de tout le fatras des conflits non résolus entre les États-Unis et le Canada et de leurs intérêts communs. En ce qui concerne la politique de sécurité du Canada, l'attitude la plus réaliste pour le Canada, durant la présidence de Reagan, serait de partir du principe que sur des questions importantes comme la stratégie nucléaire et le contrôle des armements les Canadiens pourraient retenir l'attention du président, non pas tant du fait de la présence canadienne au sein de Norad et de l'Otan, mais plutôt parce que le Canada a quelque chose d'utile et d'original à dire.

A part celle d'un ou deux experts, la participation canadienne fait curieusement défaut dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement ainsi que dans le domaine plus abstrait des études de stratégie. En outre, même l'expérience particulière que le Canada a acquise dans le maintien de la paix, grâce à sa participation à presque tous les exercices de l'ONU depuis 1946, reste encore à être exploitée efficacement dans le cadre d'une recherche universitaire et gouvernementale